



CC des Monts d'Alban et du Villefranchois (Siren : 200034031)

FICHE SIGNALÉTIQUE BANATIC

Données générales

Nature juridique	Communauté de communes (CC)
Commune siège	Alban
Arrondissement	Albi
Département	Tarn
Interdépartemental	non

Date de création

Date de création	25/07/2012
Date d'effet	01/01/2013

Organe délibérant

Mode de répartition des sièges	Accord local
Nom du président	M. Damien CHAMAYOU

Coordonnées du siège

Complément d'adresse du siège	1 rue du Sénateur Boularan
Numéro et libellé dans la voie	
Distribution spéciale	
Code postal - Ville	81250 Alban
Téléphone	
Fax	
Courriel	
Site internet	

Profil financier

Mode de financement	Fiscalité professionnelle unique
Bonification de la DGF	oui
Dotation de solidarité communautaire (DSC)	non
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	non
Autre taxe	non
Redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM)	non
Autre redevance	non

Population

Population totale regroupée	6 533
-----------------------------	-------

Densité moyenne	19,16
-----------------	-------

Périmètre

Nombre total de communes membres : 14

Dept	Commune (N° SIREN)	Population
81	Alban (218100030)	980
81	Ambialet (218100105)	465
81	Bellegarde-Marsal (200054583)	719
81	Curvalle (218100774)	408
81	Le Fraysse (218100964)	395
81	Massals (218101616)	103
81	Miolles (218101673)	107
81	Mont-Roc (218101830)	196
81	Mouzieys-Teulet (218101905)	523
81	Paulinet (218102036)	557
81	Rayssac (218102218)	243
81	Saint-André (218102408)	104
81	Teillet (218102952)	448
81	Villefranche-d'Albigeois (218103174)	1 285

Compétences

Nombre total de compétences exercées : 33

Compétences exercées par le groupement
Production, distribution d'énergie
- Création, aménagement, entretien et gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains <i>création et gestion de réseaux de chaleur bois</i>
- Autres énergies <i>Création et gestion de réseaux de chaleur bois</i>
Environnement et cadre de vie
- Assainissement collectif <i>Etudes préparatoires au transfert des compétences assainissement collectif et eau -</i>
- Assainissement non collectif <i>Contrôle des installations d'assainissement non collectif pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte : le contrôle de conception et d'exécution des installations neuves ou à réhabiliter, le contrôle de vérification, de fonctionnement et d'entretien des autres installations Mission d'assistance et de conseil auprès des usagers</i>
- Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés
- GEMAPI : Aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
- GEMAPI : Entretien et aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau
- GEMAPI : Défense contre les inondations et contre la mer
- GEMAPI : Protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques, des zones humides et des formations boisées riveraines
- Autres actions environnementales

Protection et mise en valeur de l'environnement : - Gestion équilibrée et durable de la ressource en eau (superficielle et souterraine) et des milieux aquatiques d'intérêt communautaire déterminé par délibération du conseil communautaire, - Accompagnement d'une gestion durable de la ressource bois notamment élaboration avec les organismes spécialisés du plan des massifs forestiers des Monts d'Alban et actions de connaissance du bocage et d'incitation à sa préservation. - opérations pilotes ou expérimentales liées aux milieux naturels présentant un intérêt écologique ou paysager. -Création et gestion de réseaux de chaleur bois

Sanitaires et social

- Action sociale

Etudes, coordination, accompagnement ou mise en ?uvre d'opérations facilitant le maintien ou l'accueil de professionnels de santé Etude, construction, aménagement, rénovation, entretien et gestion des équipements d'intérêt communautaire à destination des personnes âgées; Etudes préparatoires au transfert de nouveaux équipements d'intérêt communautaire à destination des personnes âgées notamment le foyer logement d'Alban Petite enfance, enfance, jeunesse : Préparation, mise en oeuvre et coordination de la politique enfance jeunesse et pilotage des dispositifs contractuels enfance jeunesse Etudes sur l'accueil de la petite enfance et l'accueil extra scolaire et accompagnement des services péri-scolaires proposés par les communes - Création et gestion du centre de ressources scientifique du Fraysse Gestion administrative et soutien technique du RER des Monts d'Alban et par Monts et par Vaux

- Crèche, Relais assistance maternelle, aide à la petite enfance

construction, aménagement, rénovation, entretien et gestion de structures petite enfance d'intérêt communautaire : creches, micro creches, halte-garderie, relais assistantes maternelles, acceuil de loisirs sans hébergement

- Centre intercommunal d'action sociale (CIAS)

Etude et mise en place d'un CIAS ou d'actions de coordination de la politique sociale locale

Développement et aménagement économique

- Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, agricole et de services d'intérêt communautaire d'activité économique d'initiative communautaire et de soutien aux activités commerciales porteur de projets d'ordre économique dans le cadre d'un règlement communautaire et en liaison avec les organismes spécialisés et consulaires. Réalisation de programmes d'immobilier d'entreprises. Soutien d'actions de filière ou d'opérations sur un petit territoire en déprise pour l'installation de nouveaux actifs ou la modernisation et l'adaptation d'entreprises. Actions possibles dans le domaine agricole en liaison avec les opérateurs professionnels. Mise en oeuvre d'études, d'actions de promotion pour favoriser l'implantation ou le développement d'entreprises Gestion, entretien et exploitation d'équipements et de de services inter-entreprises situés sur le territoire notamment les ponts bascules publics Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales

Développement et aménagement social et culturel

- Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs

Sont d'intérêt communautaire les équipements propriété ou mis à disposition de la CC dont la liste est annexée aux statuts

- Activités culturelles ou socioculturelles

Elaboration d'une stratégie culturelle, sportive et associative locale Création, gestion ou coordination d'activités associatives précisées dans la stratégie L'acquisition et la gestion d'un parc de matériels mutualisés entre les communes et les associations locales pour faciliter l'organisation et leurs manifestations culturelles, sportives ou d'animation locale L'apprentissage et la formation en matière de culture musicale et chorégraphique en partenariat avec le conservatoire de musique et de danse du Tarn exclusivement dans le cadre extra-scolaire

Aménagement de l'espace

- Schéma de cohérence territoriale (SCOT)

- Schéma de secteur

- Plans locaux d'urbanisme

Etudes préalables aux documents d'urbanisme (notamment paysagères, urbaines, architecturales, agricoles, économiques, sociales, environnementales et sur le volet habitat) Elaboration, approbation, modification, révision, mise en compatibilité, mise à jour et abrogation des documents d'urbanisme de nature communale ou intercommunale en concertation avec les communes

- Création et réalisation de zone d'aménagement concertée (ZAC)

- Constitution de réserves foncières

- Organisation des transports non urbains

Elaboration aux contributions à la définition de la stratégie et mise en œuvre de la politique locale de mobilité en partenariat avec le département la région et les organismes compétents Gestion ou coordination de services de transport d'intérêt intercommunal

- Etudes et programmation

Réalisation d'études prospectives : sont d'intérêt communautaire les études liées au domaine de compétences propres à la CC ou celles qui concernent plusieurs communes Elaboration, approbation et mise en oeuvre au lieu et place des communes membres de toute programmation liée au développement local (territorial ou par filière) dans le cadre de procédures contractualisées avec l'Europe, l'Etat, le Conseil régional et le conseil général. Etablissement et gestion d'un schéma directeur d'aménagement Elaboration concertée d'un projet de territoire pour un aménagement et un développement durable de type Agenda 21 local, mise en oeuvre de volets d'actions revenant à la CC et le suivi de programmes d'actions. Amélioration de la connaissance du territoire, gestion de données du territoire et soutien des communes dans la maîtrise de l'information. Veille sur l'évolution des services de proximité. Exercice du droit de préemption dans le cadre d'opérations relevant exclusivement de l'une des compétences de la CC Réalisation d'études prospectives d'intérêt communautaire. Sont d'intérêt communautaires les études liées aux domaines de compétence propres à la CC ou celles qui concernent plusieurs communes et s'inscrivant dans les thèmes prioritaires du projet de territoire. Amélioration de la connaissance du territoire, gestion de données du territoire et soutien des communes dans la maîtrise de l'information. Veille sur l'évolution des services de proximité : commerces, services publics et services au public... Elaboration (en liaison avec les communes membres et les acteurs du territoire) et approbation des programmations liées au développement local (territorial ou par filière) dans le cadre de procédures contractualisées avec l'Europe, l'Etat, la Région, le Département.

Voirie

- Création, aménagement, entretien de la voirie

Intérêt communautaire : -avoir un des caractères structurants suivants : axes reliant les routes départementales ou axes reliant des villages voies conduisant à des villages disposant d'équipements collectifs (églises, cimetières, places) voies conduisant à des hameaux pour le maintien ou le développement d'une activité économique, touristique ou d'un habitat résidentiel permanent important (plus de 5 habitations) - avoir sur la totalité de leur linéaire une emprise foncière publique - permettre un trafic routier moderne : notamment être déjà goudronné et entretenu

Développement touristique

- Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme

Elaboration de la stratégie touristique du territoire et promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme

Logement et habitat

- Politique du logement non social

Gestion des logements locatifs communautaires Accompagnement technique des communes dans le domaine de l'habitat, du montage d'actions pilote de réhabilitation de l'habitat ou de centre bourg et mise en place de plateformes d'information et de conseil habitat à destination de la population

- Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH)

- Amélioration du parc immobilier bâti

Etudes et réalisation d'opérations de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti d'intérêt communautaire. Sont d'intérêt communautaire les bâtiments propriété ou mis à disposition de la CC dont la liste est annexée aux statuts

Autres

- Collecte des contributions pour le financement du SDIS

Financement des contingents communaux au SDIS

- NTIC (Internet, câble...)

Aménagement numérique du territoire tel que défini à l'article L 1425-1 du CGCT Traitement de points noirs sur les réseaux téléphoniques et audiovisuels de tout le territoire intercommunal

- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage
- Création et gestion des maisons de services au public
- Autres
<i>Développement des activités de pleine nature : sentiers de randonnée et sites d'escalade d'intérêt communautaire</i>

Adhésion à des groupements

Dept	Groupe ment (N° SIREN)	Nature jur.	Population
12	Syndicat de la vallée du Rance (200051381)	SM fermé	8 682
81	Pôle territorial de l'Albigeois et des Bastides (200049161)	SM fermé	58 488
12	SM Tarn Sorgues Dourdou Rance (200091072)	SM fermé	64 139
81	SM départemental valorisation déchets ménagers et assimilés (258102169)	SM ouvert	306 305
81	SM du bassin versant du Tarn aval (200002517)	SM ouvert	243 242
81	SM du SCOT du Grand Albigeois (258102458)	SM fermé	102 335
81	SM du bassin de l'Agout (258101963)	SM ouvert	236 941

Sources : DGCL, BANATIC / Insee, RP (population totale légale en vigueur en 2020 - millésimée 2017)